

rite et ce qui, à mon sens, dans la politique de mes honorables amis de la droite, compromet la situation.

Que mon honorable ami me permette de lui dire, et de lui dire tout de suite: Je crois à la profonde sincérité des motifs sur lesquels il fonde tout son programme. Je le crois convaincu que les mesures conformes à sa politique seront avantageuses pour le Canada, dans le moment et aussi dans l'avenir. En tout cela, je le crois bien sincère. J'espère qu'en retour il admettra chez nous, de ce côté-ci de la Chambre, une sincérité égale lorsque nous disons ne pouvoir envisager les choses sous le même jour; que son programme n'est pas bon à notre avis, que ses méthodes sont défectueuses et que, loin d'améliorer les conditions actuelles, les mesures qu'il veut appliquer et qu'il applique de fait nous conduiront dans un marasme pire que celui dans lequel nous nous trouvons actuellement.

C'est ce qui nous sépare. Nous admettons tous la nécessité d'un commerce d'exportation pour écouler le surplus de nos produits, et mon honorable ami nous offre des mesures qui, à son avis, contribueront à améliorer la situation. Nous croyons que ces mesures seront désavantageuses au lieu d'être utiles. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date le débat autour de cette question; il dure, et sous des formes différentes, depuis bien longtemps.

Au cours de la dernière session, cependant, il a pris une forme bien concrète. Nous avons tous admis alors la situation telle que l'expose ce paragraphe. De quelle manière l'avons-nous reconnue? Tout d'abord, nous avons vu—et nous nous entendions sur ce point—que les anciens marchés pour le blé canadien nous étaient fermés; que certains pays, comme l'Allemagne, la France et l'Italie, érigeaient des murs tarifaires qui rendaient plus difficiles pour nos fermiers la concurrence et la vente de leur grain sur ces marchés. Nous n'avons pas seulement admis la diminution du nombre des marchés disponibles pour le blé de l'Ouest, mais encore le fait que le marché britannique était le meilleur possible pour le Canada, que la Grande-Bretagne était notre meilleur client et que nous tailler sur le marché britannique une place qui nous permette de maintenir notre position, de l'affermir et de la développer était après tout le grand but vers lequel nous devions faire tendre tous nos efforts. Nous nous entendions encore sur le point suivant: que le problème du chômage ne serait en fin de compte résolu que le jour où l'on aura trouvé une solution à la grande question du commerce d'exportation du Canada. Je crois avoir ici raison, bien que mon honorable ami de la droite n'ait pas appuyé avec autant de force sur cet aspect de la question. Nous avons, nous, donné une grande importance à

[Le très hon. Mackenzie King.]

ce point; nos honorables amis de la droite ont dit que le chômage était principalement attribuable à la politique du précédent ministère. Ils n'ont pas dit, comme nous l'avons affirmé et le prétendons encore, que s'il existait et s'il existe encore aujourd'hui du chômage au Canada, c'est parce qu'il n'est pas donné à l'agriculture de notre pays d'exporter les denrées qu'elle produit dans la mesure où cette exportation devrait se faire; c'est encore parce que les producteurs de grain n'ont pas les marchés sur lesquels ils devraient pouvoir compter. La conséquence de tout cela, c'est que n'existe pas dans l'Ouest du Canada le pouvoir d'achat propre à l'établissement d'un marché domestique pour un grand nombre de nos manufactures, car le marché domestique n'est pas une affaire de région, mais plutôt de pouvoir d'achat. C'est une caisse de pouvoir d'achat. Une forte partie de cette caisse, en premier lieu, doit provenir de la vente du blé et des produits agricoles.

Nous nous entendions sur un autre point: c'est que la conférence économique impériale qui devait avoir lieu au mois d'octobre aurait une grande portée sur cette situation. Le but de cette conférence était d'étudier les conditions économiques et les questions relatives au commerce interimpérial. Ce fut là la raison—entre bien d'autres—qui a motivé un appel au peuple au moment où il a été fait, afin de fournir à notre population, avant la tenue de la conférence, l'occasion de se prononcer sur le programme exposé par chacun des partis. Lorsque nous dirigeons les affaires du pays, nous avions compris que si nous pouvions faire approuver par la population du Canada les mesures exposées dans le budget Dunning, nous pourrions nous rendre à la conférence impériale forts de l'appui du peuple. Nous croyions que nous pourrions très probablement retirer de cette conférence des résultats qui seraient très avantageux pour toute l'agriculture en ce pays. Je n'ai pas l'intention de repasser ici les causes de notre insuccès, mais le fait demeure que nous avons exposé notre programme au peuple en le basant sur notre désir de nous tailler une place plus importante sur le marché britannique.

Puisque nous étions ainsi d'accord sur toutes ces questions, d'où peut donc venir la différence qui nous sépare? Je la trouve, non pas dans la question de savoir ce qu'est la situation présente, mais dans la méthode d'aborder cette question et aussi dans les mesures de nos programmes. Je demande aux membres de cette Chambre de bien vouloir porter la plus grande attention possible à ce que je vais dire cet après-midi touchant la différence des méthodes d'aborder l'étude de ces questions, car il y a une différence fondamentale dans l'attitude prise par chacun